



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les employés des
institutions de l'enseignement libre subventionné
de la Communauté française et de la Commu-
nauté germanophone**

**CCT n° 146657/CO/225.02
du 19/06/2018**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 4, § 2, b) doit être modifié comme suit :
"Voor de toepassing van de definitie van de deel-
tijdse tewerkstelling en van de afwijkende regels
bedoeld in artikel 6, wordt tevens overeengekomen
dat een baan met eigen middelen de werknemer de
mogelijkheid kan bieden een gesubsidieerde baan
aan te vullen, net zoals een baan van zelfstandige
in hoofdberoep, zoals bedoeld door het RIZIV
RSVZ."

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de bedienden van de
inrichtingen van het gesubsidieerd vrij on-
derwijs van de Franse Gemeenschap en de
Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 146657/CO/225.02
van 19/06/2018**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 4, § 2, b) moet als volgt verbeterd
worden : "Voor de toepassing van de definitie
van de deeltijdse tewerkstelling en van de af-
wijkende regels bedoeld in artikel 6, wordt te-
vens overeengekomen dat een baan met eigen
middelen de werknemer de mogelijkheid kan
bieden een gesubsidieerde baan aan te vullen,
net zoals een baan van zelfstandige in hoofd-
beroep, zoals bedoeld door het RIZIV
RSVZ."

Beslissing van

30 -07- 2018

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DES INSTITUTIONS DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE
SUBVENTIONNE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

Convention collective du 19 juin 2018 relative à la durée de travail journalière et hebdomadaire minimale du personnel employé occupé à temps partiel dans l'enseignement libre subventionné en communauté française

Préambule

La CCT du 22/11/2000 (n°55970/CO/225), portant sur « La durée de travail journalière et hebdomadaire minimale du personnel employé occupé à temps partiel dans l'enseignement libre subventionné en Communauté française », a été dénoncée par le SETCA-FGTB (n°143076/CO/225) le 15/03/2017 en CP 225. La dénonciation a été effective le 01/06/2017. Cette CCT du 22/11/2000 a été reprise en SCP 225.02 par la CCT spéciale du 24/05/2017 (n°139772/CO/225.02).

Suite aux travaux de la Sous-Commission paritaire 225.02, les partenaires sociaux ont convenu de se donner du temps supplémentaire (jusqu'au 30 juin 2018) pour négocier et conclure une nouvelle convention collective de travail en cette matière.

Chapitre I^{er} – Champ d'application

Article 1^{er} : La présente convention collective s'applique aux employeurs et aux employés des établissements de l'enseignement libre subsidié par la Communauté française, ressortissant à la commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement subventionné.

Chapitre II – Durée de travail hebdomadaire

Article 2 : En application de l'article 11 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la durée de travail hebdomadaire des travailleurs occupés à temps partiel visés à l'article 1^{er} peut être inférieure à un tiers de la durée hebdomadaire des travailleurs à temps plein dans le respect des principes, conditions et dérogations expresses définies par catégorie de personnel repris aux articles 4, 5 et 6.

Chapitre III – Durée de chaque période de travail

Article 3 : En application de l'article 21 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, la durée journalière de travail des travailleurs occupés à temps partiel visés à l'article 1^{er} peut être inférieure à 3 heures consécutives par jour dans le respect des principes, conditions et dérogations expresses définies par catégorie de personnel repris aux articles 4, 5 et 6.

Chapitre IV – Régime dérogatoire

Article 4 :

§ 1^{er}. Les employés occupés dans un emploi équivalent à un emploi subsidié par l'Administration de l'enseignement de la Communauté Française ont un régime dérogatoire identique à celui qui s'applique à la fonction subventionnée.

§2. Aux employés occupés dans un emploi qui n'a pas d'équivalent à un emploi subsidié par l'Administration de l'enseignement de la Communauté Française peuvent être appliqués les dispositions suivantes.

- a) Pour l'application de la définition de l'emploi à temps partiel et des règles dérogatoires prévues à l'article 6, et notamment en ce qui concerne la fixation des planchers, il faut tenir compte de toutes les prestations du membre du personnel, réalisées soit pour le même employeur soit pour des employeurs différents mais liés par une proximité géographique (par exemple, même entité, même commune dans le cadre des avantages sociaux) ou par une convention de collaboration (centre de gestion, groupements d'employeurs, ASBL partenaires).
- b) Pour l'application de la définition de l'emploi à temps partiel et des règles dérogatoires visées à l'article 6, il est également convenu qu'un emploi sur fonds propres puisse permettre au travailleur de compléter un emploi subsidié, ainsi qu'une charge d'indépendant à titre principal au sens de l'INASTI.

Article 5 : Les dérogations stipulées aux articles 2 et 3 peuvent toujours s'appliquer :

- pour l'engagement sur fonds propres d'un travailleur dans le remplacement de membres du personnel subventionnés en congés à temps partiel, si l'employeur ne parvient pas à regrouper sur une même personne plusieurs remplacements ;
- pour l'engagement sur fonds propres rendus nécessaires dans le cadre de régularisations des situations non prises en compte par les subventions-traitements de la Communauté française, et ce après vérification de cette dernière.

Article 6 : Les dérogations à la durée de travail hebdomadaire et à la durée journalière de travail prévues aux articles 2 et 3 s'appliqueront de la manière suivante :

Fonction	dérogation 1/3 temps / semaine (art 2)	dérogation 3 heures minimum / jour (art 3)
Charges d'enseignant, y compris maître de psychomotricité et experts	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Puériculteur	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Personnel paramédical, social et psychologique dans l'enseignement obligatoire	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Personnel paramédical, social et psychologique des HE	non	Non
Secrétariat et fonction administrative dans l'enseignement obligatoire et de promotion sociale	Oui	Non

Cadre logistique ou administratif des HE et des ESA	Non	Non
Modèle vivant des ESA	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Conseiller en prévention dans l'enseignement obligatoire, la promotion sociale, les CPMS et les ESA	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Conseiller en prévention des HE	Non	Non
Conseiller en sécurité informatique	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Personnel des centres de gestion du fondamental	Non	Non
Educateur	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Animateur	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour
Surveillant	Oui	Oui mais avec un plancher minimum d'1h consécutive par jour

Chapitre V – Validité

Article 7 : La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018 et est conclue pour une durée indéterminée sauf

- pour les dérogations applicables aux fonctions éducateur, animateur et surveillant qui valent jusqu'au 1^{er} septembre 2021. En effet, les parties signataires conviennent de réexaminer le régime dérogatoire au regard de l'évolution éventuelle du financement du temps extra-scolaire (matin, midi et soir) par le pouvoir subsidiant.

En outre, les dérogations applicables à la fonction de conseiller en prévention dans l'enseignement obligatoire, la promotion sociale, les CPMS et les ESA seront réévaluées par les parties signataires lors de l'entrée en vigueur du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné. Ce délai de préavis est en tout cas prolongé jusqu'à la veille de l'année scolaire suivante.

Commentaire

La réflexion a été menée par les partenaires en tenant compte :

- d'une différence organisationnelle et financière entre l'enseignement obligatoire, les PMS et la promotion sociale et d'autre part l'enseignement supérieur ;
- des moyens financiers non extensibles des écoles, et notamment pour les engagements réalisés à l'aide du subside octroyé aux écoles bénéficiaires de l'encadrement différencié ;
- des contraintes réelles de l'organisation des écoles et notamment concernant les différentes récréations, temps de pause et de garderie des élèves. Il n'est évidemment pas possible de donner d'autres charges d'encadrement à des surveillants, animateurs, éducateurs lorsque les élèves sont pris en charge par les enseignants ;
- des contraintes d'exercice de la fonction elle-même, ce qui a permis notamment d'envisager de manière objectivement différente le travail de secrétariat et les fonctions éducatives, paramédicales et pédagogiques.

En outre, une rapide enquête avait été menée par le SeGEC auprès des pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental pour disposer d'un échantillon de la réalité des contrats de garderie dans ces écoles.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE INRICHTINGEN VAN HET GESUBSIDIEERD VRIJ ONDERWIJS VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2018 betreffende de dagelijkse en wekelijkse minimumarbeidsduur van het bediendenpersoneel dat deeltijds tewerkgesteld is in het gesubsidieerd vrij onderwijs in de Franse Gemeenschap.

Inleiding

De cao van 22/11/2000 (nr.55970/CO/225) betreffende "De dagelijkse en wekelijkse minimumarbeidsduur van het bediendenpersoneel dat deeltijds tewerkgesteld is in het gesubsidieerd vrij onderwijs in de Franse Gemeenschap" werd opgezegd door de BBTK-ABVV (nr.143076/CO/225) op 15/03/2017 in PC 225. De opzegging was effectief op 01/06/2017. Deze cao van 22/11/2000 werd overgenomen in PSC 225.02 door de bijzondere cao van 24/05/2017 (nr. 139772/CO/225.02).

Ingevolge de werkzaamheden van paritair subcomité 225.02, zijn de sociale partners overeengekomen om elkaar extra tijd te geven (tot 30 juni 2018) om te onderhandelen en om hierover een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten.

Hoofdstuk I¹ — Toepassingsgebied

Artikel 1: Deze collectieve overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de inrichtingen van het vrij onderwijs dat gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd onderwijs.

Hoofdstuk II – Wekelijkse arbeidsduur

Artikel 2: Met toepassing van artikel 11 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten mag de wekelijkse arbeidsduur van de deeltijds tewerkgestelde werknemers bedoeld in artikel 1 minder bedragen dan een derde van de wekelijkse arbeidsduur van de voltijdse werknemers met naleving van de principes, voorwaarden en uitdrukkelijke afwijkingen die zijn bepaald per personeelscategorie vervat in de artikelen 4, 5 et 6.

Hoofdstuk III - Duur van elke arbeidsperiode

Artikel 3 - Met toepassing van artikel 21 van de arbeidswet van 16 maart 1971 mag de dagelijkse arbeidsduur van de deeltijdse werknemers bedoeld in artikel 1 minder bedragen dan 3 opeenvolgende uren per dag met naleving van de principes, voorwaarden en uitdrukkelijke afwijkingen die zijn bepaald per personeelscategorie vervat in de artikelen 4, 5 et 6.

Hoofdstuk IV - Afwijkende regeling

Artikel 4 -

§1. De bedienden die een baan hebben die evenwaardig is aan een baan die wordt gesubsidieerd door de Administration de l'enseignement de la Communauté Française hebben een afwijkende regeling die identiek is aan diegene die van toepassing is op de gesubsidieerde functie.

§2. De volgende bepalingen kunnen worden toegepast op de bedienden met een baan waarvoor er geen equivalent bestaat aan een baan die wordt gesubsidieerd door de Administration de l'enseignement de la Communauté Française.

- a) Voor de toepassing van de definitie van de deeltijdse tewerkstelling en van de afwijkende regels die zijn bepaald in artikel 6 en meer bepaald wat betreft de bepaling van de minima, moet men rekening houden met alle prestaties van het personeelslid die werden uitgevoerd hetzij voor dezelfde werkgever hetzij voor verscheidene werkgevers maar die verbonden zijn door een geografische nabijheid, (bijvoorbeeld, zelfde entiteit, zelfde gemeente in het kader van de sociale voordelen) of in het kader van een samenwerkingsovereenkomst (beheerscentrum, groepen van werkgevers, vzw-partners).
- b) Voor de toepassing van de definitie van de deeltijdse tewerkstelling en van de afwijkende regels bedoeld in artikel 6, wordt tevens overeengekomen dat een baan met eigen middelen de werknemer de mogelijkheid kan bieden een gesubsidieerde baan aan te vullen, net zoals een baan van zelfstandige in hoofdberoep, zoals bedoeld door het ~~WV~~ **RSVZ**.

Artikel 5 : De afwijkingen die zijn bepaald in de artikelen 2 en 3 kunnen altijd worden toegepast:

- voor de aanwerving met eigen middelen van een werknemer voor de vervanging van gesubsidieerde personeelsleden met deeltijds verlof, als het de werkgever niet lukt verscheidene vervangingen te laten uitvoeren door eenzelfde persoon;
- voor de aanwerving met eigen middelen die noodzakelijk is geworden in het kader van de regularisaties van situaties die niet in aanmerking worden genomen door de weddetoelagen van de Franse Gemeenschap en dit na controle door de Gemeenschap.

Artikel 6 : De afwijkingen van de wekelijkse arbeidsduur en de dagelijkse arbeidsduur die zijn bepaald in de artikelen 2 en 3, zullen op de volgende manier van toepassing zijn:

Functie	afwijking 1/3 tijd / week (art 2)	afwijking minimum 3 uur / dag (art 3)
Taken van lesgever, met inbegrip van leraar psychomotoriek en experts	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Kinderverzorger	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Paramedisch, sociaal en psychologisch personeel in het verplichte onderwijs	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Paramedisch, sociaal en psychologisch personeel van de HS	Neen	Neen
Secretariaat en	Ja	Neen

administratieve functie in het verplichte onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie		
Logistiek of administratief kader van de HS of Hogescholen voor Kunstonderwijs	Neen	Neen
Levend model van de Hogescholen voor Kunstonderwijs	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Preventieadviseur in het verplichte onderwijs, de sociale promotie, de PMS-centra en de Hogescholen voor Kunstonderwijs	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 opeenvolgend uur per dag
Preventieadviseur van de HS	Neen	Neen
Veiligheidsadviseur informatica	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Personeel van de centra voor basisonderwijs	Neen	Neen
Opvoeder	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag
Animator	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag.
Toezichter	Ja	Ja, maar met een minimum van 1 volledig en ononderbroken uur per dag

HOOFDSTUK V Geldigheid

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2018 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur, behalve

- voor de afwijkingen die van toepassing zijn op de functies van opvoeder, animator en toezichter die geldig zijn tot 1 september 2021. De ondertekenende partijen komen immers overeen de afwijkende regeling opnieuw te onderzoeken in het licht van de eventuele evolutie van de financiering van de buitenschoolse tijd ('s morgens, 's middags en 's avonds) door de subsidiërende overheid.

Bovendien zullen de afwijkingen die van toepassing zijn op de functie van preventieadviseur in het verplichte onderwijs, de sociale promotie, de PMS-centra en de Hogescholen voor Kunstonderwijs opnieuw worden geëvalueerd door de ondertekenende partijen bij de inwerkingtreding van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen.

Elke partij kan deze overeenkomst beëindigen bij een ter post aangetekende zending gericht aan de voorzitter van het Paritair subcomité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs, mits een opzeggingstermijn van ten minste drie maanden in acht te nemen. Deze opzegtermijn wordt in elk geval verlengd tot de vooravond van het volgend schooljaar.

Toelichting

De partners hebben nagedacht, rekening houdend met:

- een organisatorisch en financieel verschil tussen het verplichte onderwijs, de PMS-centra en de sociale promotie en anderzijds het hoger onderwijs;
- de niet-rekbare financiële middelen van de scholen en meer bepaald voor de aanwervingen die gebeuren met behulp van de subsidie die wordt toegekend aan de scholen die de gedifferentieerde omkadering genieten.
- de reële verplichtingen van de organisatie van de scholen en meer bepaald betreffende de verschillende recreaties, rustpauzes en de opvang van de leerlingen. Het is natuurlijk niet mogelijk andere omkaderingstaken te geven aan toezichters, animatoren, opvoeders, wanneer de leerlingen ten laste worden genomen door de lesgevers;
- verplichtingen inzake de uitvoering van de functie zelf, wat het meer bepaald mogelijk heeft gemaakt om op een objectief verschillende manier het secretariaatswerk en de opvoedende, paramedische en pedagogische functies in aanmerking te nemen.

Bovendien werd door SeGeC een snelle enquête gevoerd bij de inrichtende machten van het basisonderwijs om te beschikken over een staal met betrekking tot de realiteit van de opvangcontracten in deze scholen.